

Section 9. — La renonciation à une pension

Art. 102. Tout bénéficiaire d'une pension payée en exécution du présent décret peut, à tout moment, renoncer au paiement de l'intégralité de cette pension si cette renonciation lui permet d'obtenir un autre avantage dans le cadre de l'octroi ou du calcul d'une pension non visée par le présent décret.

Art. 103. La demande relative à la renonciation à la pension doit être adressée à l'administrateur général de la BRTN par lettre recommandée. Elle produit ses effets à partir de la date de prise de cours de la pension ou à partir d'une date choisie par l'intéressé.

Lorsque la demande produit ses effets à une date antérieure à celle de son introduction et que des sommes doivent être remboursées, les dispositions de l'article 1^o, 1, relatives aux délais de prescription ne sont pas d'application.

Art. 104. La personne qui a fait usage de la faculté prévue à l'article 103 peut, à tout moment, demander que le paiement de sa pension soit rétabli pour l'avenir. Cette demande produit ses effets à une date choisie par l'intéressé mais au plus tôt le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle a été présentée par lettre recommandée.

Art. 105. Lorsqu'il a été fait application de l'article 104, l'intéressé peut à nouveau faire usage de la faculté prévue à l'article 102. Dans ce cas, cette seconde renonciation devient irrévocable.

CHAPITRE VIII. — Dispositions transitoires et finales

Art. 106. Les ayants droit dont les pensions ont été calculées conformément aux dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du présent décret peuvent solliciter la bénéfice des nouvelles dispositions.

Lorsque la demande y relative est présentée dans l'année qui suit la date d'entrée en vigueur du présent décret, la révision du calcul de la pension est applicable à partir de la date précitée d'entrée en vigueur.

Lorsque la demande est présentée après l'échéance du délai susvisé, la révision du calcul de la pension n'est applicable qu'à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la demande a été présentée.

Par dérogation aux dispositions de l'article 37, alinéa 1^{er}, les pensions des agents entrés en service après le 31 décembre 1994 et celles des ayants droit de ces agents sont calculées sur la base de la rémunération moyenne totale brute des cinq dernières années d'activité à la BRTN de l'agent ou de la totalité de sa carrière si celle-ci a une durée inférieure à cinq ans.

Par dérogation aux dispositions de l'article 22, les services visés aux articles 23, 1^o, 11^o et 13^o, et 32 sont pris en considération à concurrence de 1/60 par année de service prestée pour le calcul des pensions de retraite des agents entrés en service après le 31 décembre 1994.

Art. 107. Exception faite des ayants droit qui n'usent du droit à la révision du calcul de leur pension, leur conféré en vertu de l'article 106, alinéa 1^{er}, sont abrogées :

1^o la décision du 6 juin 1946 du Conseil d'administration de l'Institut national de Radiodiffusion, dénommé ci-après l'INR, portant application du règlement provisoire relatif à la pension d'invalidité;

2^o la décision du 20 décembre 1948 du Conseil d'administration de l'INR portant le règlement relatif à la pension de retraite;

3^o la décision du 27 janvier 1958 du Conseil d'administration de l'INR portant le règlement relatif aux pensions de veuve et d'orphelin.

Art. 108. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 juillet 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture et des Affaires bruxelloises,

H. WECKX

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION**

F. 94 — 2003

[S-C — 29327]

20 JUIN 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, notamment l'article 6bis inséré par la loi du 31 juillet 1975, modifié par le décret du 31 mai 1989;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 24, modifié par les lois des 6 juillet 1970, 14 juillet 1975 et 18 septembre 1981, l'arrêté royal n° 411 du 25 avril 1986 et le décret du 16 avril 1991;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, notamment l'article 5, modifié par la loi du 31 juillet 1975;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifié par l'arrêté royal n° 438 du 11 août 1986, les arrêtés royaux des 3 juillet 1985 et 1^{er} juin 1987, l'arrêté de l'Exécutif du 30 août 1989 et par l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993;

Vu la concertation menée avec les représentants des différents pouvoirs organisateurs;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition du Ministre de l'Education,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions modificatives*

Article 1er. A l'article 11 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1er est complété par la disposition suivante :

« 5^o soit la deuxième année de l'enseignement de type II dans l'enseignement général ou technique après avoir suivi la première année de l'enseignement de type II dans l'enseignement général ou technique ou la première année A de l'enseignement de type I; »

2^o le § 2, 1^o est complété par les mots « ou le premier degré de l'enseignement secondaire comprenant la deuxième année commune ou les deux premières années de l'enseignement général ou technique de type II »

3^o le § 2, 2^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o les élèves âgés de quinze ans qui ont suivi deux années d'études dans l'enseignement secondaire et qui font l'objet d'un avis favorable du conseil d'admission; »

Art. 2. L'article 12, 3^o, du même arrêté remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993 est complété par la disposition suivante :

« Si un élève désire changer de forme ou d'orientation d'études ou être admis en 4^e année de réorientation à l'issue de cette troisième année, le conseil de classe délivre l'attestation prévue à l'article 23. »

Art. 3. L'article 21 du même arrêté est complété par le paragraphe suivant :

« § 3. Sauf dérogation accordée par le Ministre, en raison d'absences motivées de très longue durée, les élèves ne peuvent ni redoubler une des années d'études du 1^{er} degré ni fréquenter pendant plus de trois années l'une ou l'autre année d'études organisée dans ce premier degré. »

Art. 4. L'article 23, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et par l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993, est complété par l'alinéa suivant :

« Au terme du premier degré comprenant la deuxième année commune :

1^o l'attestation d'orientation A est complétée par un avis d'orientation qui indique les formes, sections et orientations d'études qui sont conseillées ainsi que celles qui seraient éventuellement déconseillées;

2^o la restriction visée par l'attestation d'orientation B porte uniquement sur telles formes d'enseignement ainsi que sur les sections de transition ou de qualification de l'enseignement technique ou artistique; la restriction est motivée par les lacunes dans les compétences définissant le niveau requis des études au terme de ces deux premières années; l'attestation d'orientation B peut être complétée par un avis d'orientation qui indique les formes, sections et orientations d'études qui sont conseillées ainsi que celles qui seraient éventuellement déconseillées;

3^o l'attestation d'orientation C est motivée par les lacunes graves dans les compétences définissant le niveau requis des études au terme de ces deux premières années; elle est complétée par des conseils relatifs à la poursuite des études.

Art. 5. Un article 26bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 26bis. Une attestation de compétences intermédiaires est délivrée à tout élève ayant au moins terminé une quatrième année d'études de l'enseignement professionnel ou technique, au moment où il quitte l'établissement.

L'attestation est délivrée par le Conseil de classe. Elle précise, pour chaque élève, les compétences acquises.

L'attestation de compétences intermédiaires est rédigée en fonction des profils de formation lorsque ceux-ci ont été définis. »

Art. 6. A l'article 34, § 1er, du même arrêté, les mots « avec fruit » sont supprimés dans la phrase introductive.

Art. 7. A l'article 35 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1er est complété par les dispositions suivantes :

« 4^o soit la deuxième année de l'enseignement de type II dans l'enseignement général ou technique après avoir suivi la première année de l'enseignement de type II dans l'enseignement général ou technique ou la première année A de l'enseignement de type I;

5^o soit le premier degré de l'enseignement secondaire de type I comprenant la deuxième année commune. »

2^o le § 2, 1^o est complété par les mots « ou les deux premières années de l'enseignement secondaire de type I ».

Art. 8. L'article 46 du même arrêté, est complété par la disposition suivante :

« § 3. Sauf dérogation accordée par le Ministre, en raison d'absences motivées de très longue durée, les élèves ne peuvent ni redoubler une des deux premières années d'études de l'enseignement secondaire ni fréquenter pendant plus de trois années l'une ou l'autre année d'études organisée aux deux premières années de l'enseignement secondaire. »

Art. 9. L'article 47, § 1er, 1^o, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o l'ensemble des deux premières années de l'enseignement secondaire de type II ainsi que la troisième et la quatrième année d'études de l'enseignement secondaire de type II, s'il est jugé capable de poursuivre des études dans l'année supérieure dans au moins une des formes de l'enseignement secondaire; »

Art. 10. A l'article 48 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. L'ensemble des deux premières années d'études de l'enseignement secondaire de type II, ainsi que les troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième année d'études de l'enseignement secondaire de type II sont sanctionnées par une attestation d'orientation sauf si les études sont sanctionnées conformément aux dispositions des articles 49, § 2 et 3, et 50, 2^o. »

2^o au § 2, 1^o, 2^o et 3^o, les mots « l'année avec fruit » sont remplacés par les mots « l'année ou l'ensemble des deux premières années de l'enseignement général ou technique avec fruit »;

3^o l'article est complété par les dispositions suivantes :

« § 6. Au terme de la première année de l'enseignement général ou technique, le corps professoral délivre aux élèves réguliers un rapport sur les compétences acquises par l'élève au terme de cette première année d'études.

§ 7. II peut être organisé, à partir de l'année scolaire 1995-1996, une année complémentaire au sein de l'ensemble des deux premières années de l'enseignement secondaire de type II destinée aux élèves qui ne peuvent terminer cet ensemble de deux années d'études avec fruit en deux années scolaires.

Le programme d'études de cette année complémentaire vise à permettre à l'élève d'atteindre le niveau des études requis au terme de cet ensemble de deux années d'études. Il est composé en fonction des besoins de l'élève et peut comprendre des cours de la première comme de la deuxième année et des activités spécifiques de rattrapage.»

Art. 11. L'article 48, § 2, du même arrêté est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Au terme de l'ensemble des deux premières années :

1° l'attestation d'orientation A est complétée par un avis d'orientation qui indique les formes, sections et orientations d'études qui sont conseillées ainsi que celles qui seraient éventuellement déconseillées;

2° la restriction visée par l'attestation d'orientation B porte uniquement sur telles formes d'enseignement ainsi que sur les sections de transition ou de qualification de l'enseignement technique ou artistique; la restriction est motivée par les lacunes dans les compétences définissant le niveau requis des études au terme de ces deux premières années; l'attestation d'orientation B peut être complétée par un avis d'orientation qui indique les formes, sections et orientations d'études qui sont conseillées ainsi que celles qui seraient éventuellement déconseillées;

3° l'attestation d'orientation C est motivée par les lacunes graves dans les compétences définissant le niveau requis des études au terme de ces deux premières années; elle est complétée par des conseils relatifs à la poursuite des études. »

Art. 12. A l'article 49 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 3 juillet 1985 et 1er juin 1987 et l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993 sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Au terme de la première année d'études, le corps professoral détermine pour les élèves réguliers qui ne sont pas encore porteurs du certificat d'études de base s'ils ont terminé avec fruit cette année. Dans ce cas, il leur délivre ledit certificat. »

2° au § 1er *bis*, le mot « professionnel » est supprimé.

Art. 13. L'article 50, 1°, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993, est complété par la disposition suivante :

« c) qui ont terminé avec fruit les deux premières années de l'enseignement secondaire général ou technique de type II et une troisième année d'études de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique ».

Art. 14. Un article 51 *bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 51 *bis*. Une attestation de compétences intermédiaires est délivrée à tout élève ayant au moins terminé une quatrième année d'études de l'enseignement professionnel ou technique, au moment où il quitte l'établissement.

L'attestation est délivrée par le Conseil de classe. Elle précise, pour chaque élève, les compétences acquises.

L'attestation de compétences intermédiaires est rédigée en fonction des profils de formation lorsque ceux-ci ont été définis. »

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires et finale

Art. 15. Le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions peut considérer comme la poursuite dans la même orientation d'études le fait qu'un élève qui a terminé avec fruit une cinquième année de l'enseignement secondaire suive en sixième année un horaire différent de celui qu'il a suivi en cinquième année en raison des dispositions du décret du 19 juillet 1993 modifiant certaines dispositions de la législation sur l'enseignement secondaire.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1994, à l'exception de l'article 2, qui entre en vigueur le 15 juin 1994 et des articles 4 et 11 qui entrent en vigueur le 1er octobre 1995. Toutefois, ces articles sont d'application dès le 1er octobre 1994 pour les établissements visés à l'article 36 de l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993 modifiant l'arrêté du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Art. 17. Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juin 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,

Ph. MAHOUX

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 94 — 2003

[S-C — 29327]

20 JUNI 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, inz. artikel 6 *bis*, ingevoegd bij de wet van 31 juli 1975 en gewijzigd bij decreet van 31 mei 1989;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inz. artikel 24, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1970, 14 juli 1975 en 18 september 1981, het koninklijk besluit 411 van 25 april 1986 en het decreet van 16 april 1991;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, inz. artikel 5, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1975;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit 438 d.d. 11 augustus 1986, de koninklijke besluiten van 3 juli 1985 en 1 juni 1987, het besluit van de Executieve d.d. 30 augustus 1989 en het besluit van de Regering d.d. 19 juli 1993;

Gelet op het overleg met de vertegenwoordigers van de verschillende inrichtende machten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen

Artikel 1. In artikel 11 van voormeld koninklijk besluit van 29 juni 1984 zoals gewijzigd, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« 5° of het 2e jaar onderwijs van type II in het algemeen of technisch onderwijs, na het 1e jaar onderwijs van type II in het algemeen of technisch onderwijs of het 1e jaar A van het onderwijs van type I gevolgd te hebben; »

2° § 2, 1° wordt aangevuld met « of de 1e graad van het secundair onderwijs met inbegrip van het 2e gemeenschappelijk jaar of de eerste twee jaren algemeen of technisch onderwijs van type II »

3° § 2, 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° de leerlingen die 15 jaar zijn en twee jaar secundair onderwijs gevolgd hebben en over wie de toelatingsraad een gunstig advies verstrekt heeft; »

Art. 2. Artikel 12, 3° van hetzelfde besluit, vervangen bij besluit van de Regering d.d. 19 juli 1993, wordt aangevuld als volgt :

« Als een leerling van studievorm of -richting wil veranderen of toegelaten wil worden in het 4e heroriënteringsjaar na afloop van dat 3e jaar, reikt de klasseraad het in artikel 23 bedoelde attest uit. »

Art. 3. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« § 3. Behoudens afwijking toegestaan door de Minister, wegens gemotiveerde afwezigheid van zeer lange duur, mogen de leerlingen geen studiejaar van de 1e graad overdoen noch meer dan 3 jaar een studiejaar van die 1e graad bezoeken. »

Art. 4. Artikel 23, § 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 juli 1985 en bij besluit van de Regering d.d. 19 juli 1993, wordt aangevuld als volgt :

« Na afloop van de 1e graad met inbegrip van het 2e gemeenschappelijk jaar :

1° wordt oriënteringsattest A aangevuld met een oriënteringsadvies, met vermelding van de studievormen, -afdelingen en -richtingen die aanbevelen of eventueel afgeraden worden;

2° slaat de beperking aangegeven door oriënteringsattest B alleen op onderwijsvormen, doorstromings- of kwalificatieafdelingen van het technisch of kunstonderwijs; de beperking steunt op leernten in de eindtermen van de studie voor de eerste twee jaren; oriënteringsattest B kan aangevuld worden met een oriënteringsadvies dat bepaalde studievormen, -afdelingen en -richtingen aanbeveelt, resp. afraadt;

3° steunt oriënteringsattest C op ernstige leernten in de eindtermen voor de eerste 2 jaren en wordt het aangevuld met raadgevingen betreffende verdere studie. »

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt artikel 26bis ingevoegd :

« Artikel 26bis. Een tussentijds attest wordt afgegeven aan elke leerling die ten minste een 4e jaar technisch of beroepsonderwijs heeft beëindigd wanneer hij de inrichting verlaat.

Het attest wordt afgegeven door de klasseraad en bepaalt de door de leerling verworven kundigheden.

Het tussentijds attest wordt opgemaakt aan de hand van de opleidingsprofielen wanneer die bepaald zijn. »

Art. 6. In artikel 34, § 1 van hetzelfde besluit vervallen de woorden « met goed gevolg » in de inleidende zin.

Art. 7. Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« 4° of het 2e jaar onderwijs van type II in het algemeen of technisch onderwijs, na het 1e jaar onderwijs van type II in het algemeen of technisch onderwijs of het 1e jaar A van het onderwijs van type I gevolgd te hebben;

5° of de 1e graad secundair onderwijs van type I met inbegrip van het 2e gemeenschappelijk jaar. »

2° § 2, 1° wordt aangevuld met « of de eerste 2 jaren secundair onderwijs van type I ». »

Art. 8. Artikel 46 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« § 3. Behoudens afwijking toegestaan door de Minister, wegens gemotiveerde afwezigheid van zeer lange duur, mogen de leerlingen geen studiejaar van het secundair onderwijs overdoen noch meer dan 3 jaar een van de eerste twee jaren secundair onderwijs bezoeken. »

Art. 9. Artikel 47, § 1, 1° van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 1° het geheel van de eerste 2 jaren secundair onderwijs van type II alsook het 3e en het 4e jaar secundair onderwijs van type II als hij bekwaam geacht wordt om in ten minste één vorm van het secundair onderwijs zijn studie voort te zetten in het onmiddellijk hogere jaar; »

Art. 10. Artikel 48 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 juli 1985, wordt als volgt gewijzigd :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Het geheel van de eerste twee jaren secundair onderwijs van type II alsook het 3e, het 4e, het 5e, het 6e en het 7e jaar secundair onderwijs van type II worden bekrachtigd met een oriënteringsattest behalve als de studie bekrachtigd wordt overeenkomstig de artikel 49, §§ 2 en 3, en 50, 2°. »

2° In § 2, 1°, 2° en 3°, worden de woorden « het jaar met goed gevolg » vervangen door « het jaar of het geheel van de eerste twee jaren algemeen of technisch onderwijs met goed gevolg »;

3° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« § 6. Na het 1e jaar algemeen of technisch onderwijs reikt het lerarenkorps aan de regelmatige leerlingen een rapport uit over de door hen in dat jaar verworven kundigheden.

§ 7. Vanaf het schooljaar 1995-1996 kan een aanvullend jaar georganiseerd worden in het geheel van de eerste twee jaren secundair onderwijs van type II, voor leerlingen die dat geheel niet met goed gevolg kunnen afwerken in twee schooljaren.

Het leerplan van dat aanvullend jaar moet de leerling in staat stellen, het vereijste studieniveau na afloop van de twee studiejaar te bereiken. Het wordt opgemaakt volgens de behoeften van de leerling en kan vakken uit het 1e en het 2e jaar omvatten, alsook specifieke bijwerkingsactiviteiten. »

Art. 11. Artikel 48, § 2, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met onderstaand 2e lid :

« Na het geheel van de eerste twee jaren :

1° wordt oriënteringsattest A aangevuld met een oriënteringsadvies, met vermelding van de studievormen, -afdelingen en -richtingen die aanbevolen of eventueel afgeraden worden;

2° slaat de beperking aangegeven door oriënteringsattest B alleen op onderwijsvormen, doorstromings- of kwalificatieafdelingen van het technisch of kunstonderwijs; de beperking steunt op leemten in de eindtermen van de studie voor de eerste twee jaren; oriënteringsattest B kan aangevuld worden met een oriënteringsadvies dat bepaalde studievormen, -afdelingen en -richtingen aanbeveelt, resp. afraadt;

3° steunt oriënteringsattest C op ernstige leemten in de eindtermen voor de eerste 2 jaren en wordt het aangevuld met raadgevingen betreffende verdere studie. »

Art. 12. Artikel 49 van hetzelfde besluit, gewijzigd op 3 juli 1985, 1 juni 1987 en 19 juli 1993, wordt als volgt gewijzigd :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Na het eerste studiejaar bepaalt het lerarenkorps voor de regelmatige leerlingen die nog niet in het bezit zijn van het getuigschrift van basisstudie, of zij dat jaar met goed gevolg beëindigd hebben. In dit geval reikt het hun bedoeld getuigschrift uit.

2° in § 1 *bis* vervalt « beroepsonderwijs ».

Art. 13. Artikel 50, 1° van hetzelfde besluit, vervangen op 19 juli 1993, wordt aangevuld als volgt :

« c) die met goed gevolg de eerste 2 jaren algemeen of technisch secundair onderwijs van type II en een 3e jaar algemeen technisch of secundair onderwijs of secundair kunstonderwijs beëindigd hebben ».

Art. 14. Artikel 51*bis* wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 51*bis*. Een tussentijds attest wordt afgegeven aan elke leerling die ten minste een 4e jaar beroeps of technisch onderwijs heeft beëindigd wanneer hij de inrichting verlaat.

Het attest wordt afgegeven door de klasseraad en bepaalt de door de leerling verworven kundigheden.

Het tussentijds attest wordt opgemaakt aan de hand van de opleidingsprofielen wanneer die bepaald zijn. »

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 15. De voor het secundair onderwijs bevoegde minister kan het feit dat een leerling met goed gevolg een 5e jaar secundair onderwijs beëindigd heeft en in het 6e jaar een andere uurregeling dan in het 5e volgt, wegens de bepalingen van het decreet van 19 juli 1993 tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving op het secundair onderwijs, beschouwen als voortzetting van dezelfde studierichting.

Art. 16. Behalve artikel 2 dat van kracht wordt op 15 juni 1994 en de artikelen 4 en 11 die op 1 oktober 1995 van kracht worden, treedt dit besluit op 1 oktober 1995 in werking.

Die artikelen zijn evenwel toepasselijk vanaf 1 oktober 1994 voor de inrichtingen bedoeld in artikel 36 van het besluit van de Regering d.d. 19 juli 1993 tot wijziging van voormeld koninklijk besluit van 29 juni 1984.

Art. 17. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juni 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,
Ph. MAHOUX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 2004

[C — 27430]

9 JUN 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon pris en application du Règlement (CEE) n° 259/93 du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne

Le Gouvernement wallon,

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment l'article 130 S;

Vu le Règlement (CEE) n° 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne;

Vu la loi du 9 juillet 1984 concernant l'importation, l'exportation et le transit des déchets, notamment les articles 7, 15 et 18;

Vu la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, notamment l'article 6;

Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, modifié par les décrets des 9 avril 1987, 30 juin 1988, 4 juillet 1991 et 25 juillet 1991, notamment les articles 19, § 6, et 43;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 mars 1987 concernant la mise en décharge de certains déchets en Région wallonne;

Vu l'arrêté du 9 juillet 1987 relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques, tel que modifié par l'arrêté du 23 décembre 1992;

Vu l'avis de la Commission des déchets;

Vu l'avis de l'Office régional wallon des déchets;

Vu l'accord du Ministre du Budget en date du 24 mai 1994;